

9.3 Dépenses de santé

Le montant des **dépenses courantes de santé** s'élève à 234,1 milliards d'euros en 2010, soit 12,1 % du produit intérieur brut (PIB). La **consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)**, qui en représente les trois quarts, atteint pour sa part 175 milliards d'euros et s'élève à 2 698 euros par habitant. Le ralentissement de la progression de la CSBM, amorcé en 2007, se poursuit en 2010 : + 2,3 % en valeur après + 3,2 % en 2009 ; son évolution reste ainsi nettement inférieure à celle observée au début de la décennie. Sa part dans le PIB, stabilisée entre 1995 et 2000 à 8 %, progresse nettement entre 2000 et 2005, passant de 8 % à 8,6 %, sous l'effet à la fois de la forte croissance des différents postes de dépenses et de la moindre augmentation du PIB. Depuis 2006, le rythme de croissance de la CSBM est resté inférieur à 4 % par an. Sa part dans le PIB (9 % en 2009 comme en 2010) n'augmente mécaniquement en 2009 qu'en raison de la baisse du PIB.

Le ralentissement en valeur de la CSBM concerne la quasi-totalité des postes de dépenses. La consommation de soins hospitaliers décélère en 2010, principalement grâce au fléchissement de la masse salariale. Celle de **soins de ville** freine encore plus, avec le rythme de croissance le plus bas enregistré depuis dix ans, en raison d'un contexte épidémiologique favorable et de l'absence de revalorisation des tarifs des professionnels. La consommation de médicaments se stabilise et s'élève à 525 euros par habitant. Rapportée au nombre d'habitants, la dépense française

en médicaments se situe au 4^e rang mondial derrière celle des États-Unis, du Canada et de l'Irlande, et à un niveau très proche de celle de la Belgique et de l'Allemagne. Le tassement de la progression des transports de malades est dû aux efforts de maîtrise médicalisée.

En volume, la CSBM a augmenté de 2,0 % en 2010, après + 2,8 % en 2009. Depuis 1997, les médicaments constituent l'un des postes contribuant le plus fortement à cette hausse en volume, d'où la mise en place d'une politique de maîtrise médicalisée pour agir sur les prescriptions et leur structure (moins de médicaments coûteux en première intention lorsque des substituts existent) et les remboursements de certains médicaments, afin de ralentir le rythme de croissance de ce volume.

En 2010, les trois quarts de la CSBM sont financés par la Sécurité sociale. Le onzième est à la charge des ménages, en légère diminution par rapport à 2009. La France est un des pays développés où la prise en charge des dépenses de santé par les fonds publics est la plus importante, et où le reste à charge des ménages est le plus limité. Le reste de la consommation est pris en charge par les **organismes complémentaires**.

Les dépenses de recherche médicale et pharmaceutique s'élèvent à 117 euros par habitant. La place du secteur privé a progressé pour atteindre 57 % en 2010, alors que les parts des financements privés et publics étaient équivalentes en 2001. ■

Définitions

Organismes complémentaires : mutuelles, sociétés d'assurances et institutions de prévoyance.

Soins de ville : effectués en cabinet de ville ou en centre de santé, ils sont composés des soins dispensés au titre de l'activité libérale par les médecins, les chirurgiens-dentistes et les auxiliaires médicaux (infirmiers, kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes), des actes d'analyse effectués en laboratoire et des soins de cures thermales reconnus par la Sécurité sociale (soins de médecins et d'auxiliaires médicaux et forfaits cures hors hébergement).

Comptes nationaux de la santé, consommation de soins et biens médicaux (CSBM), dépense courante de santé : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les comptes nationaux de la santé en 2010 », *document de travail série statistiques* n° 161, Drees, septembre 2011.
- « Attitudes et pratiques des médecins généralistes de ville relatives à la vaccination en général et à celle contre la grippe A/H1N1 en 2009 », *études et résultats* n° 770, Drees, juillet 2011.
- « Distances et temps d'accès aux soins en France métropolitaine », *études et résultats* n° 764, Drees, juin 2011.
- « La réactivité des établissements de santé aux incitations tarifaires », *dossiers solidarité et santé* n° 21, Drees, 2011.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Consommation de soins et de biens médicaux

en milliards d'euros courants

	2005	2010 (p)	10/09 en %
Soins hospitaliers ¹	68,5	81,2	2,6
Secteur public	52,8	61,8	2,5
Secteur privé	15,7	19,5	3,1
Soins de ville	37,4	44,0	1,8
Médecins	16,5	18,4	-0,7
Auxiliaires médicaux	8,1	11,0	5,5
Dentistes	8,7	9,9	2,4
Analyses de laboratoires	3,8	4,3	1,7
Cures thermales	0,3	0,3	3,5
Médicaments	30,7	34,4	1,1
Autres biens médicaux	8,8	11,6	5,5
Optique	4,2	5,1	3,2
Prothèses, orthèses, VHP ²	1,6	2,1	6,2
Petits matériels et pansements	3,0	4,3	7,9
Transports de malades	2,8	3,8	5,3
Consommation de soins et de biens médicaux	148,1	175,0	2,3

1. Court et moyen séjour, psychiatrie.

2. Véhicules pour handicapés physiques.

Source : Drees, comptes nationaux de la santé 2010 - base 2005.

Poids de la consommation médicale et de la dépense courante de santé

en % du PIB

	2005	2008	2009	2010 (p)
Consom. de soins et de biens médicaux	8,6	8,6	9,0	9,0
Dépense courante de santé	11,4	11,4	12,1	12,1

Source : Drees, comptes nationaux de la santé 2010 - base 2005 ; Insee.

Structure du financement de la consommation de soins et de biens médicaux

en %

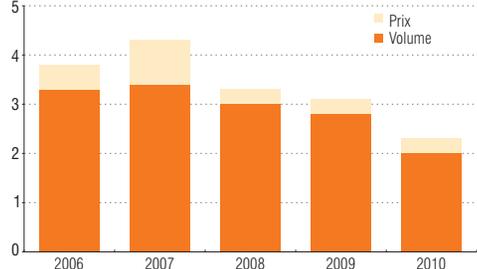
	2005	2008	2009	2010 (p)
Sécurité sociale de base	76,8	75,7	75,8	75,8
État et CMU-C org. de base	1,2	1,2	1,2	1,2
Organismes complémentaires ¹	13,0	13,3	13,4	13,5
dont : mutuelles	7,6	7,6	7,6	7,5
sociétés d'assurance	3,0	3,3	3,4	3,6
institutions de prévoyance	2,3	2,4	2,4	2,5
Ménages	9,0	9,7	9,6	9,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Y compris prestations CMU-C versées par ces organismes.

Source : Drees, comptes nationaux de la santé 2010 - base 2005.

Taux de croissance de la consommation de soins et de biens médicaux

en %



Source : Drees, comptes nationaux de la santé - base 2005.

Dépense de recherche médicale et pharmaceutique

en millions d'euros courants

	2005	2009	2010 (p)	10/09 en %
Financements budgétaires	3 096	3 301	3 303	0,1
Budget civil de R&D	1 993	1 890	1 891	0,1
Universités et hôpitaux	1 103	1 412	1 412	0,0
Autres financements	3 524	4 210	4 303	2,2
Industries pharmaceutiques	3 398	4 094	4 186	2,2
Secteur associatif	126	116	116	0,0
Dépenses totales	6 621	7 511	7 606	1,3

Source : Drees ; ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Dépense courante de santé

en milliards d'euros courants

	2005	2010 (p)	10/09 en %
Cons. de soins et de biens médicaux	148,1	175,0	2,3
Soins de longue durée ¹	12,2	17,3	3,9
Indemnités journalières	10,4	12,5	4,4
Prévention	5,1	5,9	-8,3
Subvention au système de soins	2,3	2,4	5,8
Recherche	6,6	7,6	2,2
Formation	1,1	1,9	4,3
Coût de gestion du système de santé	13,9	15,9	2,4
Double compte (recherche pharm.)	-3,4	-4,3	2,2
Dépense courante de santé	196,3	234,1	2,3

1. Soins aux personnes âgées ou handicapées en établissements et services de soins infirmiers à domicile.

Source : Drees, comptes nationaux de la santé 2010 - base 2005.

Dépenses de santé dans quelques pays du monde en 2008

	en millions d'euros	en euros par habitant	en % du PIB
Allemagne	264 506	3 221	10,7
Australie	62 901	2 895	8,7
Autriche	29 328	3 518	10,4
Belgique	34 754	3 245	10,1
Bulgarie ¹	1 999	261	6,9
Canada	106 522	3 205	10,4
Chypre	1 006	1 269	5,8
Rép. de Corée	41 270	848	6,5
Danemark	23 944	4 358	10,3
Espagne	97 464	2 139	9,0
Estonie	983	734	6,1
États-Unis ²	1 596 503	5 227	16,4
Finlande	15 430	2 904	8,3
France	216 357	3 371	11,2
Hongrie	7 685	766	7,2
Islande	940	2 962	9,1
Japon	281 632	2 207	8,5
Lituanie	2 142	638	6,6
Luxembourg	2 658	5 438	6,8
Nouvelle-Zélande	8 537	1 989	9,6
Pays-Bas	58 775	3 574	9,9
Pologne	25 428	667	7,0
Rép. tchèque	10 519	1 009	7,1
Roumanie	7 603	353	5,4
Slovénie	3 116	1 542	8,4
Suède	30 754	3 336	9,2
Suisse	36 823	4 815	10,7

1. Données 2007.

2. Données provisoires.

Source : Eurostat.